



Les producteurs d'œufs sur la brèche

04/12/2015

En pleine période de renégociations des contrats d'approvisionnement pluriannuels entre centres de conditionnement et grande distribution, les éleveurs se mobilisent face aux GMS pour récupérer les 15 % de prix perdus ces deux dernières années.

À l'agenda, le mardi 1er décembre était le jour d'un nouveau rendez-vous entre centres de conditionnement des œufs et acheteurs du groupe Leclerc. L'action menée le vendredi précédent à l'hypermarché de [Carhaix \(29\)](#) dont le directeur n'est autre que Hervé Kermarrec, en charge du dossier œufs pour le groupement d'achat de l'enseigne, a semble-t-il, commencé à porter ses fruits.

« Nous attendons une revalorisation en deux étapes »

« Les contrats d'approvisionnement pluriannuels des groupes de GMS arrivent à échéance et les négociations sont actuellement ouvertes. Depuis des semaines, nous réclamons une revalorisation de 15 % dans les nouveaux accords, ce qui correspond à la dégradation du prix de l'œuf sur les deux dernières années », explique Yves-Marie Beudet, président de la section œufs à l'UGPVB et administrateur au Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO). La distribution a eu tendance à répondre qu'une hausse si significative n'était pas possible en une seule fois. « Nous avons donc proposé de remonter les prix en deux étapes, 10 % puis 5 % ». Les premières actions syndicales avaient eu lieu il y a un mois en ciblant des commerces du groupe Géant-Casino à [Lanester](#)

[\(56\)](#) et [Nantes \(44\)](#). « Cela a eu une issue favorable sur les négociations. Des visites d'élevages sont d'ailleurs prévues début 2016 avec les acheteurs et le responsable de la communication... »

« Donner nos œufs aux consommateurs plutôt qu'à Leclerc »

Mais avec Leclerc, les choses n'avançaient pas vraiment. « On nous mène en bateau depuis des semaines », expliquait Yves-Marie Beudet dans les rayons à Carhaix où une quarantaine de producteurs ont vidé le rayon concerné et stické les codes-barres de toutes les boîtes pour contrarier le passage en caisse. Parallèlement, ils ont installé un stand à l'entrée du magasin pour communiquer avec les consommateurs et leur distribuer des œufs. « Au prix actuel, notre travail n'est pas rémunéré. On préfère donner nos œufs aux consommateurs plutôt qu'à Leclerc... C'est une action de communication positive. », expliquaient les syndicalistes rangés sous l'étendard de la FRSEA. À quelques mètres, Hervé Kermarrec apparaissait tendu dans cette confusion et refusait de communiquer : « La direction du Leclerc ne souhaite pas s'exprimer... » Il est certain que pour le patron commerçant, ces actions ne sont pas très bonnes en termes de fluidité de l'activité dans son enceinte et d'image de marque.

Quatre jours plus tard, mardi donc, Yves-Marie Beudet a senti un « début d'écoute, des revendications partiellement entendues. » L'enseigne a progressé : bloquée à 4 % de hausse auparavant, on parlerait désormais de 8 %. « C'est un résultat. Mais Leclerc ignore pour l'instant l'idée d'une seconde étape de revalorisation par la suite... » Avec les autres groupes (Carrefour, Intermarché...), « les choses avancent mais il y a aussi des points de blocage. » **Toma Dagorn**

Yves-Marie Beudet, président de la section œufs à l'UGPVB

C'est certain, malgré des échanges réguliers avec les enseignes, notre mouvement n'est pas fini. On ne peut pas s'afficher défenseur des produits français et négocier ensuite en écrasant les éleveurs. Notre réactivité est forte, nous mettons en route nos actions en 48 heures. Les producteurs vont probablement visiter à nouveau des magasins dans les prochaines semaines, chez Leclerc qui est un peu l'enseigne témoin mais aussi peut-être ailleurs... Malheureusement, il faut ce genre de mobilisation pour se faire entendre